

Les nouvelles tentatives d'Israël d'altérer les réalités géopolitiques de Jérusalem

Par Zena Agha, 18 Février 2018



Photo : Mahfouz Abu Turk (Apa Images)

Depuis 1967, Israël cherche, d'une part à limiter le pouvoir, les propriétés et les habitations des Palestiniens dans la région de Jérusalem, et d'autre part, à y accroître la présence et la domination des Israéliens juifs.

Alors que Jérusalem demeure le seul territoire palestinien illégalement annexé par Israël depuis 1967, la droite nationaliste en Israël prône la totale annexion du territoire palestinien occupé (TPO) depuis plus de 50 ans. Le gouvernement Netanyahu actuel, encouragé par l'élection du

président Trump, a effrontément présenté une kyrielle de plans, de résolutions et de projets de lois afin de parvenir à cette fin.

Tout particulièrement, le projet de loi du Grand Jérusalem de 2017 qui a pour objectif d'annexer les colonies autour de Jérusalem, y compris Ma'ale Adumim, Givat Zeev, Beitar Illit, le bloc Etzion (un ensemble de colonies entre Jérusalem et Hébron). En octobre 2017, le premier ministre Benjamin Netanyahu a reporté jusqu'à nouvel ordre le projet de loi sous la pression des Etats-Unis, inquiets que cela n'entrave les tentatives de ressusciter les pourparlers de paix. Depuis la reconnaissance par Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël en Décembre 2017, des articles rapportent que ce projet de loi pourrait refaire surface.

Plus grave, en parallèle, le parti au pouvoir, le Likud de Netanyahu, a annoncé un nouveau projet de loi à la fin du mois dernier qui a pour objectif d'appliquer le droit national israélien aux colonies, ce qui revient à une annexion *de facto*. Devant être présenté à la mi-février, le projet de loi est une réplique de la décision approuvée le 31 Décembre 2017 par le Comité central du Likud. En outre, la Knesset vient de voter une loi qui étend la souveraineté israélienne aux universités que l'Etat a illégalement construit en Cisjordanie.

Il existe deux graves conséquences au plan d'annexion des colonies pour Jérusalem. Premièrement, le rattachement de Ma'ale Adumim aurait un impact démographique car cela augmenterait considérablement le nombre de résidents israéliens juifs à Jérusalem. Deuxièmement, annexer la zone E1 (une parcelle de terre de 12 km², stratégiquement importante, qui relie Ma'ale Adumim à Jérusalem) assurerait l'impossibilité d'un futur Etat palestinien contigu. En outre, il en résulterait le transfert des populations bédouines qui vivent actuellement en zone E1.

L'annexion de E1 et de Ma'ale Adumim altérerait les réalités géopolitiques en Palestine-Israël. Non seulement cela entérinerait la judaïsation de Jérusalem et séparerait les Palestiniens de leur capitale envisagée et de leur centre économique et spirituel, mais cela paralyserait également la construction d'un futur Etat palestinien.

Recommandations politiques

1. Puisque l'administration Trump ne sera pas force de restriction sur la coalition de droite à la Knesset, d'autres nations, organismes internationaux et le mouvement de solidarité grandissant de la société civile envers les droits des Palestiniens doivent faire pression de manière ciblée sur le gouvernement israélien pour assurer que toute tentative d'annexion coûtera cher à Israël.

2. L'Union Européenne devrait aller au-delà de banales condamnations lorsqu'Israël confisque ou détruit ses équipements humanitaires apportés aux communautés vulnérables, comme le village palestinien bédouin de Khan Al-Ahmar en zone E1. L'UE devrait plutôt fermement tenir Israël responsable par des pressions diplomatiques (comme par la reconnaissance d'un Etat palestinien) et des sanctions économiques.

3. L'Autorité Palestinienne (AP) devrait faire passer le message clair que l'application du projet de loi du Grand Jérusalem ou de celui du Likud accélérerait la fin de toute coopération entre l'AP et Israël. Cela aiderait également l'AP à regagner un peu de légitimité.

4. Les grands médias occidentaux ainsi que les autres devraient garder un œil attentif sur les tentatives d'annexion développées à la Knesset.

Cette note politique s'appuie sur un dossier politique de Zena Agha prévu à la publication en Mars. Pour plus d'information ou des interviews, contactez Zena Agha à zena@al-shabaka.org

Zena Agha

Zena Agha est chercheuse en politique des Etats-Unis à Al-Shabaka : The Palestinian Policy Network. L'expérience de Zena se concentre sur la politique, la diplomatie et le journalisme. Elle a auparavant travaillé à l'ambassade iraquienne à Paris, à la délégation palestinienne à l'UNESCO et à The Economist. En plus d'éditoriaux dans The Independent, Zena publie dans El Pais, et intervient aux services Monde de la PRI et de la BBC ainsi que la BBC en Arabe. Zena reçu la bourse Kennedy pour étudier à l'université d'Harvard, afin de terminer son master en études du Moyen-Orient. Ses principaux sujets de recherche sont l'histoire, le patrimoine, la production narrative et les pratiques spatiales du Moyen-Orient moderne.

Traduction: Lauriane G. pour l'Agence Média Palestine

Source: [Al-Shabaka](#)